

DÉFINIR LE MUSÉE

la suite...

Depuis la proposition d'une nouvelle définition du musée par l'Icom en septembre 2019 à la Conférences générale de l'Icom à Kyoto, celle-ci divise et pose question.

Dans son dernier numéro, la lettre de l'Ocim consacrait un dossier à ce sujet. Nos pages accueillent aujourd'hui le point de vue de deux muséologues, **François Mairesse** et **Michel Van Praët**, présents lors des débats.



Icom, 2007

« Le musée est une institution permanente sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte au public, qui acquiert, conserve, étudie, expose et transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'études, d'éducation et de délectation ».

Icom, 2019

« Les musées sont des lieux de démocratisation inclusifs et polyphoniques, dédiés au dialogue critique sur les passés et les futurs. Reconnaisant et abordant les conflits et les défis du présent, ils sont les dépositaires d'artefacts et de spécimens pour la société. Ils sauvegardent des mémoires diverses pour les générations futures et garantissent l'égalité des droits et l'égalité d'accès au patrimoine pour tous les peuples. Les musées n'ont pas de but lucratif. Ils sont participatifs et transparents, et travaillent en collaboration active avec et pour diverses communautés afin de collecter, préserver, étudier, interpréter, exposer, et améliorer les compréhensions du monde, dans le but de contribuer à la dignité humaine et à la justice sociale, à l'égalité mondiale et au bien-être planétaire ».

La bataille de Kyoto

François Mairesse, professeur à la Sorbonne nouvelle - Paris 3 et co-directeur du Master musées et nouveaux médias est un observateur privilégié du débat qui a fait rage au sein de l'Icom sur la proposition d'une nouvelle définition du musée. Il revient sur cette période agitée au sein de l'organisation internationale.

Les Conférences générales de l'Icom constituent généralement des grandes messes un peu mornes, parfois entrecoupées par quelques interventions percutantes, mais dont l'intérêt principal est surtout lié aux rencontres entre collègues. C'est tout le contraire de celle de Kyoto, succès de participation (plus de 4 000 professionnels) à l'organisation impeccable, mais que l'on retiendra surtout pour l'atmosphère électrique et les débats passionnés autour de la définition du musée. D'habitude, la plupart des décisions au sein de l'Icom sont votées de manière consensuelle, la discussion et le vote autour de la définition du musée peuvent en revanche être analysés comme un véritable affrontement autour de deux conceptions du musée. C'est ce principe que je voudrais analyser ici, d'abord en l'évoquant en tant qu'acteur, puisqu'il m'a été permis d'y jouer un certain rôle en tant que Président du comité international pour la muséologie (Icofom) ; ensuite en tentant de prendre un peu de recul afin d'évoquer le contexte sous-jacent à cet événement.

Évolution, révolution ou coup d'État ?

Le processus visant, pour la huitième fois dans l'histoire de l'Icom, à présenter une nouvelle définition du musée, a

été lancé en 2016 lors de la Conférence générale de Milan. Un comité *ad hoc* a été formé à sa suite, désigné par Suay Aksoy, la présidente de l'Icom. Ce comité, intitulé *Museum Definition, Prospects and Potentials* (MDPP), est alors composé de sept puis de neuf membres et est présidé par la danoise Jette Sandahl. Le comité a pour objectif de réaliser une étude globale sur les tendances liées au développement du musée et de proposer au conseil d'administration de l'Icom une ou plusieurs définitions reflétant ces évolutions, afin que le conseil puisse en choisir une qui serait votée en 2019 à Kyoto. L'Icofom n'ayant pas été associé dans un premier temps à ce travail, décide d'organiser un processus de consultation à travers le monde par le biais de conférences, la première étant lancée à Paris en juin 2017. C'est dans ce contexte que le conseil d'administration de l'Icom décide de mon intégration au sein du MDPP, lequel est également rejoint par Alberto Garlandini, vice-président de l'Icom. L'Icofom organise ainsi une dizaine de conférences (Paris, Pékin, Rio, Buenos Aires, Québec, etc.) et publie trois ouvrages¹ sur la définition du musée (disponibles en ligne sur le site de l'Icofom). Le MDPP se réunit peu durant cette période. La seule réunion à laquelle j'ai l'honneur d'assister, à Singapour en octobre 2018, a pour objet la validation du rapport rédigé par Jette

1. Chung Y.S.S., Leshchenko A., Brulon Soares B. *Defining the museum of the 21st century - Evolving multiculturalism in museums in the United States*. Paris : Icom-Icofom, 2018, 167p. ; Brulon Soares B., Brown K., Nazor O. *Defining museums of the 21st century: plural experiences*. Paris : Icom-Icofom, 2018, 235p. ; Mairesse F. *Définir le musée du XXI^e siècle - Matériaux pour une discussion*. Paris : Icofom, 2017, 311p.

Sandahl sur le contexte général dans lequel la définition s'inscrit. Il vise aussi à discuter de la méthode pour concevoir cette dernière. Le comité décide de l'organisation d'un appel à contributions ouvert à tous, dans une logique inclusive, la tâche du comité étant de sélectionner les définitions qui pourraient être présentées au conseil d'administration. Les suggestions pour structurer cette demande que nous faisons, Alberto Garlandini et moi-même, sont refusées : les propositions de définition seront totalement laissées à l'appréciation des contributeurs, sans critères de taille ou de structure, et devront être anonymisées. Le rapport du MDPP est validé par le conseil exécutif de l'Icom en décembre 2018 ; l'appel à contributions est lancé au début de l'année 2019 et permet de réunir 269 propositions, issues de tous les continents. Une première phase du processus de sélection est opérée au mois de juin par la présidente du MDPP (avec l'aide d'un des membres du MDPP) qui suggère également quelques définitions conçues à partir de différentes combinaisons de propositions (ce sera l'une de ces dernières qui sera finalement retenue par le Conseil d'administration). Un vote en deux tours est réalisé à l'intérieur du MDPP, afin de sélectionner cinq propositions qui seront soumises au Conseil exécutif.

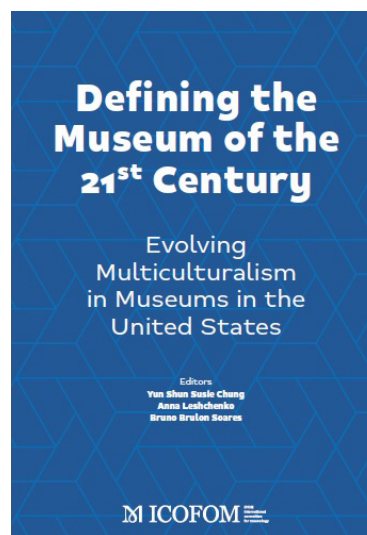
Il apparaît rapidement que le travail réalisé par l'Icofom n'a aucunement été pris en compte et que l'espace pour une réelle discussion au sein du groupe s'avère extrêmement réduit, sinon nul. Aucune des suggestions proposées par Alberto Garlandini et moi-même n'est retenue. Lorsque je me rends compte que les cinq propositions sélectionnées ne reprennent ni les termes, ni la structure des définitions précédentes de l'Icom, tout en s'opposant largement à la vision du musée classique, je décide en date du 1^{er} juillet de démissionner du MDPP et d'avertir la présidente de l'Icom des difficultés liées au choix d'une telle définition. Le conseil d'administration, plutôt que de surseoir au processus, choisit de sélectionner une définition en date du 25 juillet, de l'amender en adjoignant le caractère « sans but lucratif » du musée (qui n'y apparaissait pas), et de la présenter pour la Conférence générale. Une session plénière, deux ateliers et une assemblée générale extraordinaire sont prévus pour évoquer cette question à Kyoto, le vote ayant lieu le 7 septembre. Ce temps peut sembler suffisant pour discuter d'une définition consensuelle, or celle-ci apparaît radicalement différente des définitions précédentes. Nous sommes alors à pratiquement un mois de la Conférence générale et toute l'Europe est en vacances. L'ensemble de la procédure apparaît progressivement aux yeux de certains collègues comme une sorte de putsch en vue de transformer radicalement la définition du musée. Les premières réactions ne se font pas attendre : l'Icom France annonce le

1^{er} août sa position, clairement opposée à cette dernière, tandis que de nombreux articles de journaux, de blogs ou de messages sur Twitter font part de leur étonnement, voire de leur indignation. Très rapidement, trois comités – Icom Europe (Luis Raposo), Icom France (Juliette Raoul-Duval) et Icofom – décident de s'associer afin de rédiger une lettre ouverte à la présidente de l'Icom pour demander de reporter le vote et poursuivre la discussion afin d'élaborer une proposition plus consensuelle. Cette lettre ouverte, envoyée le 12 août, est signée par 27 comités nationaux et 7 comités internationaux (un tour de force, si l'on songe au fait que la plupart des protagonistes sont en vacances à ce moment).

La Conférence de Kyoto débute ainsi dans une atmosphère de grande tension, la plupart des discussions informelles tournant autour de « la » question. À la suite de la lettre ouverte, le programme dévolu à la discussion autour de la définition a été quelque peu modifié : six minutes de session plénière et un des ateliers ayant été confiés à « l'opposition », soit aux comités signataires de la lettre ouverte. Chacune des interventions, pour les deux factions, semble évaluée à l'applaudimètre. À ce moment, il apparaît très difficile de savoir ce qui pourrait émerger du vote du 7 septembre, le nombre de votants par comité étant identique pour la plupart des pays : la Barbade et le Luxembourg ont autant de poids que la France et l'Allemagne (qui comptent pour près de 25 % des membres). Les partisans de la nouvelle définition – qui sont également très applaudis – présentent cette proposition comme la seule solution possible pour affronter les enjeux du XXI^e siècle, accusant leurs détracteurs d'antidémocratie ou de conservatisme, opposés à tout changement. Le moment de l'Assemblée générale extraordinaire arrive, le 7 septembre, et se déroule dans un chaos extraordinaire, avec de nombreux retournements de situation : prévue pour une heure, elle en durera finalement quatre et aboutira à l'adoption de la proposition visant à différer la décision, à 70,4 % des voix.

Les enjeux de la bataille

Les raisons évoquées pour refuser (ou reporter) cette proposition sont connues : il s'agit moins d'une définition que d'une déclaration en faveur d'un certain nombre de valeurs (un *value statement*). Voire un exercice poétique. Les termes utilisés sont souvent flous et confus ; trop longue et impossible à retenir, sa structure est d'une rare complexité ; elle ne reprend par ailleurs pratiquement rien des définitions précédentes de l'Icom. L'adoption de cette définition pourrait entraîner des conséquences importantes d'un point de vue juridique, notamment pour ce qui concerne son utilisation dans les droits nationaux ou dans



Les trois ouvrages publiés par l'Icofom en vue de préparer la proposition de définition soumise par l'Icom. Ils n'ont finalement pas (ou trop peu) été pris en compte lors des discussions. Ces trois livres sont disponibles en ligne sur le site de l'Icofom, rubrique *Les Monographies d'Icofom*.

la juridiction internationale (*Recommandation de l'Unesco de 2015 sur les musées et les collections*²). Car prise au pied de la lettre, elle conduirait en outre à l'exclusion de la plupart des membres actuels, la quasi-totalité des musées (dont le Louvre) ne répondant pas au prescrit de la définition. Si la bataille de Kyoto s'est terminée par un report de la décision, il semble clair que le processus va se poursuivre et que les partisans d'une définition radicalement différente – dont il apparaît fort probable qu'ils continuent de jouer un rôle majeur au sein du MDPP – n'ont pas changé d'avis quant au bien-fondé de la proposition.

Il est intéressant, à ce stade, de voir quels comités (sur les 160 environs de l'Icom) s'étaient prononcés en faveur ou en défaveur de la proposition durant l'Assemblée générale extraordinaire. Les partisans d'un report étaient (dans l'ordre de parole) la France, l'Autriche, le Canada, Icom Europe, le Comité pour l'éducation et l'action culturelle (CECA), le Comité pour les musées régionaux (ICR), l'Icofom, la Belgique, Icom LAC (pays d'Amérique latine), l'Argentine, l'Allemagne, le Brésil, l'Italie, l'Iran et Israël (ce dernier pays soulignant que c'était sans doute la première fois qu'il était d'accord avec l'Iran !). Les comités appelant à voter en faveur de la définition étaient l'Australie, les Pays-Bas, le Comité pour la gestion (Intercom), les États-Unis et le Danemark. La liste de ces

pays, conjuguée à la qualité des membres du MDPP, mérite d'être analysée. On remarquera d'emblée que les pays asiatiques aussi bien qu'africains étaient largement en retrait du processus, porté donc par deux visions différentes, mais occidentales de la culture et du musée. Jette Sandahl, présidente du comité MDPP, a créé un musée de femmes au Danemark, avant de travailler au musée Te Papa en Nouvelle Zélande puis de diriger le musée des Cultures du Monde à Gothenburg, en Suède. Les membres qu'elle a choisis sont tous reliés à la culture anglo-saxonne, la plupart ayant développé une approche très particulière du musée. Richard West a ainsi fondé le Museum of American Indians à Washington ; David Fleming, ancien directeur du musée de Liverpool, s'est particulièrement investi dans la défense des droits de l'Homme ; Margaret Anderson, historienne féministe australienne, a dirigé le musée des migrations, etc. Si l'on ne peut que saluer la qualité des membres associés à cette réflexion muséale, le moins que l'on puisse dire est que sa composition ne reflète aucunement celle de l'Icom, tant du point de vue des pays ou des ensembles linguistiques représentés que de celui des conceptions du musée. L'engagement qui résulte du comité, très actif sur le plan communautaire et sur celui des valeurs, traduit une vision singulière du monde muséal, largement construite dans le multiculturalisme.

2. La Recommandation de 2015 concernant la protection et la promotion des musées et des collections est consultable sur le site Web de l'Unesco : www.unesco.org/new/fr/culture/themes/museums/recommendation-on-the-protection-and-promotion-of-museums-and-collections

On pourrait, dans un premier temps, tenter de résumer l'engagement de la nouvelle définition à partir de son ancrage social, de plus en plus largement privilégié à travers le monde, comme l'Icofom a pu l'observer à travers ses publications³. Ce courant s'est fort développé durant ces dix dernières années dans le monde anglo-saxon, mais aussi dans les pays latins – on le retrouve notamment au centre du *Rapport sur la mission des musées pour le XXI^e siècle*⁴. Cette tendance n'est pas nouvelle et s'inscrivait au cœur de la Nouvelle muséologie ; elle a connu de fortes variations au fil des décennies, au point que l'on pourrait en ce sens parler d'un cycle social des musées, mais elle est actuellement très active⁵.

Pour autant, à cette vision du musée s'en superpose une seconde, fondée sur une lecture plus critique de l'institution, plutôt reliée à la *New museology* britannique dans laquelle le musée est analysé à partir de son rôle politique, dans une optique foucauldienne. Ce type de lecture, issue des *cultural studies*, a à son tour été influencé par les études de genre et les études post-coloniales, dans une perspective résolument multiculturelle. Le musée classique se voit ainsi remis en cause pour son approche considérée comme trop universaliste, occidentale et impérialiste, masculine et blanche, négligeant les minorités aussi bien ethniques que sexuelles ou religieuses. Sur le plan de la muséologie, une telle lecture de l'activité muséale s'avère indubitablement stimulante, offrant de nouvelles perspectives pour interroger la notion de musée à travers le monde. Elle montre cependant ses limites dès lors qu'elle se présente comme la seule clé de lecture possible, laissant dans l'ombre d'autres angles d'analyse (la lecture économique du système muséal est étonnamment négligée par les protagonistes de la nouvelle définition – mais faut-il s'en étonner ?). Comme le remarquait Michel Guerrin dans *Le Monde*⁶, ce sont précisément les pays dans lesquels les *cultural studies* se sont particulièrement développées qui se sont montrés les acteurs les plus engagés en faveur de la nouvelle définition durant la Conférence de Kyoto. Selon cette nouvelle *doxa*, le musée sera multiculturel et actif, voire activiste, s'attaquant aux problèmes de la société (des droits de l'Homme au réchauffement climatique), ou

il ne sera pas. S'il est indubitable que de tels établissements doivent pouvoir jouer un rôle majeur et comptent parfois parmi les plus passionnants à fréquenter, faut-il pour autant limiter la diversité muséale à partir de cette seule composante ?

On pourrait assurément remplacer certains termes de la nouvelle définition proposée par un vocabulaire mieux adapté, plus cohérent et structuré ; une partie du problème n'en demeurerait pas moins à régler, liée au rôle du musée et à son rapport aux collections. Derrière ces nouvelles propositions se présentent des visions radicalement différentes du musée, apparemment peu conciliables ; l'une cherchant à s'imposer sur l'autre. La tension entre publics et collections a toujours constitué un marqueur de l'évolution du champ muséal.

Il faut probablement remonter à 1971 pour trouver une conférence générale de l'Icom ayant donné lieu à des tensions et des discussions similaires. Cette conférence, durant laquelle étaient intervenus les figures emblématiques de ce qui allait devenir la Nouvelle muséologie (John Kinard, Stanislas Adotevi, Duncan Cameron) avait également porté sur le rôle du musée au sein de la société, et notamment de son implication active envers les publics. Ce moment a permis une évolution significative de la définition du musée, « *institution sans but lucratif au service de la société et de son développement* » (approuvée en 1974). À cette époque, Duncan Cameron, évoquant le musée, « *temple ou forum* », conclut cependant à la nécessité d'isoler ces deux logiques au sein de l'institution⁷. Ce sont, à bien des égards, des enjeux similaires qui sont évoqués de nos jours, les partisans d'une transformation radicale de la définition considérant qu'ils agissent dans une perspective identique, au bénéfice d'un musée de moins en moins collectionneur et de plus en plus actif, voire activiste. Il est étonnant que, sous le couvert de multiculturalisme et d'activisme, cette vision cherche à s'imposer de manière tout aussi hégémonique, sans chercher à mieux respecter la diversité muséale dans son ensemble, et sans penser aux risques de rejet ou de rupture qui pourraient en résulter.

3. Brown K. et Mairesse F. The definition of the museum through its social role, *Curator: The museums journal*, vol. 61, n°4, octobre 2018, pp. 525-539.

4. Consultable sur le site Web du ministère de la Culture: www.culture.gouv.fr/Espace-documentation/Rapports/Rapport-de-la-mission-Musees-du-XXIe-siecle2

5. Barrere A. et Mairesse F. *L'inclusion sociale. Les enjeux de la culture et de l'éducation*. Paris : L'Harmattan, 2015.

6. Guerrin M. Pour les modernes, il faut faire tomber le dogme de l'artiste occidental, blanc, masculin, dominant, *Le Monde*, n°23220, 6 septembre 2019.

7. Cameron D. Museum, a temple or a forum, *Curator: The museums journal*, vol. 14, n°1, mars 1971, pp. 11-24.

Rompre avec une vision œcuménique du musée

Ancien président d'Icom France (1999-2004) et membre du Conseil exécutif de l'Icom (2004-2010), **Michel Van Praët** contextualise cette proposition de nouvelle définition du musée et nous livre son analyse de la situation.

Il convient d'éviter de présenter le texte, hautement critiquable, soumis à l'Assemblée générale de l'Icom, et de fait rejeté, comme une définition du musée. Pour autant, nous devons continuer à développer la réflexion au sein de l'Icom, comme c'est le cas dans la communauté muséale française, ce dont témoigne bien *la lettre de l'Ocim* n°186. Il ne faut pas, dans ce contexte, omettre de mentionner que dans la perspective de la conférence de Kyoto, l'Icom avait fait en sorte que le volume 71 de *Museum international* n°281-282 soit entièrement consacré à « *The museum definition, the backbone of museums* »¹. Il convient également d'en analyser les contenus, ce double volume comporte plus de 20 contributions et ses 170 pages reflètent une richesse d'approches et d'analyses des actions des musées qui ne débouchent pas sur la définition du musée proposée à Kyoto, sauf à confondre et réduire les musées à certaines de leurs formes d'action et de relation avec la société.

Seul le tiers des auteurs des contributions est de culture européenne, ce qui témoigne de la diffusion du concept de musée hors de son aire d'émergence et pose, à la lecture des contributions, la problématique de sa perception

contemporaine, voire d'une appropriation discutable de ses fondements, dans des domaines où les notions de « Patrimoine(s) » et de « Connaissance(s) » peuvent différer.

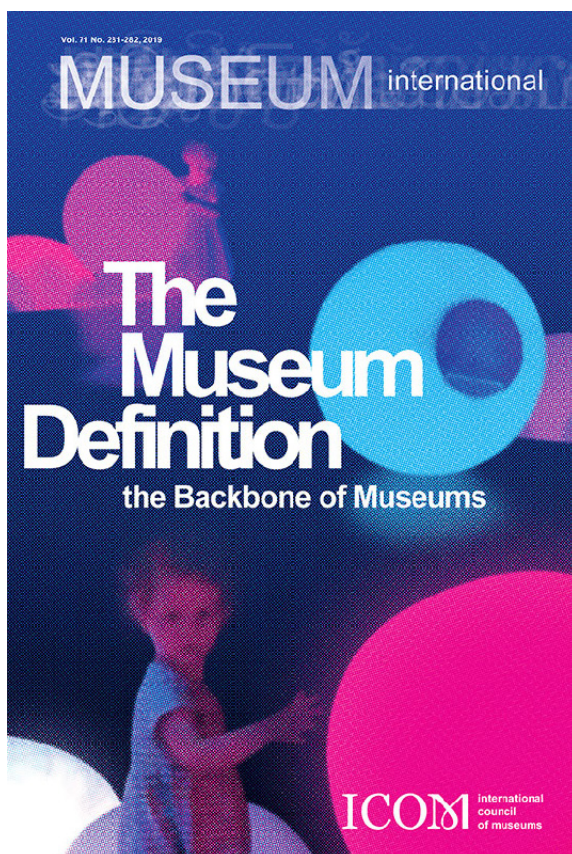
L'Icom, en tant qu'organisation internationale de professionnels, a une volonté de représentativité qui l'a conduite à une politique d'expansion mondiale. Cette politique est justifiée par la promotion d'objectifs d'appréhension humaniste de la notion de patrimoine, de partage des connaissances et de contribution des musées et de leurs professionnels aux progrès de la société, ce qui n'est pas sans difficultés vis-à-vis des États. Y compris sur des sujets en apparence commun, les États et les professionnels des musées n'ont pas les mêmes ressorts et enjeux et ces derniers ont un ensemble de devoirs, souvent délicats à totalement mettre en œuvre, y compris avec l'appui du *Code de déontologie* pris en compte par les États au sein de l'Unesco depuis 2015².

En vue de cette expansion mondiale, l'Icom développe depuis quelques années une démarche muséale « œcuménique » qui n'est pas exempte d'erreurs de parcours et confond souvent action programmatique et définition du

1. Mairesse F. The definition of the museum: history and issues, *Museum International*, vol. 71, n°281-282, 2019, pp. 152-159.

Van Praët M. The modernity of the museum: sharing and creating knowledge through confrontation with the material evidences of the past and the present, *Museum international*, vol. 71, n°281-282, pp. 38-47.

2. La recommandation de 2015 concernant la protection et la promotion des musées et des collections est consultable sur le site de l'Unesco : www.unesco.org/new/fr/culture/themes/museums/recommendation-on-the-protection-and-promotion-of-museums-and-collections



musée. Alors que certaines actions ont contribué de manière majeure à la protection de patrimoines dans des régions où ceux-ci sont en péril et parfois transformés en produits marchands, d'autres démarches ont conduit à réduire le rôle créatif des musées au profit de leurs actions de diffusion, sans éviter parfois des dérives communautaristes, cela jusqu'à conduire à la définition du musée,

baignée de relativisme, présentée à l'assemblée générale de 2019.

Si la notion de patrimoine est enrichie par la diversité des points de vue culturels, les professionnels des musées, et l'Icom, doivent avoir le courage d'accepter que le concept du musée puisse être, pour sa part, parfois plus difficile à partager. Même s'il peut ne pas immédiatement faire sens, il est important de promouvoir un concept qui marqua, il y a quatre siècles, une rupture dans la création des savoirs. Les institutions muséales ont en commun de faire en sorte que l'accroissement des connaissances s'appuie tant sur le développement de la création artistique et scientifique que sur le partage et le débat autour de ces créations au sein de la société et, de manière indissociable, ces institutions considèrent la pertinence qu'il y a à mobiliser conjointement les principes d'acquisition (par collecte dans plusieurs disciplines), d'analyse et de conservation de références matérielles, susceptibles d'être analysées et ré-analysées à la lumière de nouvelles techniques, de nouveaux concepts scientifiques, de nouvelles situations et attentes sociales.

Nous n'avons rien à perdre à privilégier pour de telles institutions le terme de « musée ». L'Icom n'a d'avenir ni dans une hégémonie culturelle, ni dans un œcuménisme muséal.

La création a de multiples formes, y compris en sciences où chacun sait que la démarche scientifique ne se réduit pas, ou plus, aux seuls principes du musée et aux actions qui s'y déroulent.

L'Icom a tout à gagner à débattre et montrer en quoi cette démarche de constitution, d'analyse et de conservation de références matérielles, incluant les collections et leur documentation immatérielle en constant enrichissement, constitue une démarche d'une extrême modernité, ouverte sur les sociétés, et nécessite la structuration d'institutions qui, pour autant, ne sont pas exclusives à d'autres formes sociales de création et de partage de connaissances.